



LES EXERCICES ANTITERRORISTES ALGÉRO-RUSSES SONT PRÉVUS DU 16 AU 28 NOVEMBRE À BÉCHAR

« "Bouclier du désert-2022" ne vise aucun tiers »

P 16

ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

Des experts appellent au changement des méthodes

P 4

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 28 septembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5650 - 19^e année

LOGEMENT AADL



Près de 30 000 logements livrés début novembre

P 4

TENSIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES, QUESTIONS DE DÉCOLONISATION ET SOMMET ARABE

L'Algérie à haute voix à l'ONU

- ▶ Engagée à fond pour la paix mondiale
- ▶ Guterres reconnaît le poids de la diplomatie algérienne

LIRE EN PAGE 3



Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra avec le SG de l'ONU Antonio Guterres

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les majors de promo autorisés à créer des start-up

P 4

ANDY DELORT



«Je ne ressens aucune pression»

P 7

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 16H00



LES COURSES EN DIRECT

Dortmund à la poursuite de Farah Sakhra

P 14

LES EXPORTATIONS VERS L'ALGÉRIE EN CHUTE DE 80%

L'économie espagnole dans le dur

P 2

Ph : DR

CHUTE DES VENTES VERS L'ALGÉRIE

Affolement en Espagne

Des personnalités espagnoles de divers secteurs dont des hommes politiques avaient averti que l'Espagne était "le grand perdant" après la décision de l'Algérie, le 8 juin 2022, de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre les deux pays.

Le jugement a été émis immédiatement après la décision de l'Algérie prise suite au revirement du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, vis-à-vis du conflit au Sahara occidental, alors que côté officiel, à Madrid, on estimait et laissait croire à l'opinion publique espagnole que la question était sans importance. Mais, à mesure que les conséquences d'un tel acte se révélaient, le gouvernement espagnol s'est retrouvé isolé dans sa propre classe politique. Des mois après, les faits, appuyés sur des chiffres, donnent raison aux voix lucides qui avaient prédit que l'Espagne serait le grand perdant dans son conflit diplomatique avec l'Algérie. Les preuves sont fournies par les médias espagnols citant les données du secrétaire d'État espagnol aux Affaires étrangères. On apprend ainsi que les ventes des entreprises espagnoles à l'Algérie n'ont enregistré que 28,6 millions d'euros en juillet dernier et 66,6 millions en juin, avec deux baisses de 81,6% et 61,8% par rapport à l'année dernière, respectivement. Les mêmes sources font remarquer que les chutes sont encore plus importantes si on les compare aux records de ces mêmes mois en 2019, c'est-à-dire la dernière année marquée par des relations commerciales normales et non affectées par la pandémie : avec des baisses de 87,5 % en juillet (228 millions en 2019) et de 72 % en juin (240 millions il y a trois ans). L'Espagne a exporté 1 888 millions d'euros vers le pays



Pedro Sanchez

du Maghreb en 2021, selon le secrétaire d'État au Commerce. En 2019, dernière année avant les limitations imposées par la pandémie, le chiffre est passé à 2 906 millions. D'après les médias espagnols, les ventes espagnoles vers l'Algérie accumulent deux mois de fortes baisses après la décision d'Alger de geler les prélèvements automatiques pour freiner le commerce bilatéral. Ils font constater que « le gouvernement admet que le blocus commercial de l'Algérie se poursuit après une baisse de 80% des exportations ». Les relations "ne sont pas normalisées" et il y a "un blocage dans certaines opérations", comme l'a reconnu lundi le ministre des Affaires étrangères José Manuel Albares, cité par les mêmes médias. On sait que Madrid a essayé de faire intervenir les instances de l'Union européenne en envoyant des informations à Bruxelles sur 81 problèmes commerciaux subis par des entreprises espagnoles, en prétendant qu'ils pourraient violer le traité entre l'UE et l'Algérie, selon des données jusqu'au 3 août. Il s'agit "d'incidents de paralysie des opérations dans l'une quelconque

des phases de la procédure commerciale, de la préparation des commandes sans prélèvement automatique au blocage direct en douane et au règlement des paiements", d'après Madrid. Toujours selon les sources médiatiques espagnoles, les entreprises espagnoles présentes en Algérie ne cachent pas leur plus grande inquiétude face au coup porté à leurs affaires, qui est à l'origine du choc diplomatique entre l'Algérie et l'Espagne.

Les entreprises ont insisté ces derniers mois sur le fait que les exportations vers l'Algérie étaient effectivement bloquées et elles craignent que l'affrontement diplomatique ne s'éternise. Depuis quelques semaines, de temps à autre, des médias spéculent sur un retour rapide et miraculeux à la « normale » dans les relations entre l'Algérie et l'Espagne, toutes les occasions étant bonnes pour remettre au-devant de l'actualité cette illusion. A ce jour, aucune information officielle n'a été rendue publique à ce sujet par les autorités ou les institutions compétentes.

M'hamed Rebah

INCIDENT SUR LE GAZODUC NORD STREAM 1

L'Europe retient son souffle

Le gazoduc Nord Stream 1 reliant la Russie à l'Allemagne est touché par deux fuites de gaz inexplicables en mer Baltique, ont indiqué hier les autorités danoises et suédoises, au lendemain de l'annonce d'une fuite dans le gazoduc parallèle Nord Stream 2. Les deux gazoducs exploités par un consortium dépendant du géant russe Gazprom ne sont pas opérationnels à cause des conséquences de la crise en Ukraine. Mais tous

les deux étaient encore remplis de gaz. "Les autorités ont maintenant été informées qu'il y a eu deux autres fuites dans le gazoduc Nord Stream 1, qui n'est pas non plus opérationnel, mais qui contient du gaz", a indiqué le ministre danois du Climat et de l'Énergie, Dan Jørgensen, dans un communiqué. "Il est trop tôt pour dire quelque chose sur les causes des incidents", mais le haut responsable danois a annoncé relever le niveau de vigilance

du secteur de l'électricité et du gaz dans le pays nordique. Un porte-parole de l'autorité maritime suédoise a confirmé la détection des deux fuites, au large de l'île danoise de Bornholm. Une des fuites sur Nord Stream 1 s'est produite dans la zone économique exclusive du Danemark, l'autre dans celle de la Suède, selon les deux pays. Tout comme la fuite constatée la veille sur Nord Stream 2, des mesures de sécurité ont été prises. La navigation dans un

rayon de cinq milles nautiques (environ 9 kilomètres), ainsi que leur survol dans un rayon d'un kilomètre sont interdits. "Les incidents sur les deux pipelines n'ont aucune incidence sur l'approvisionnement du Danemark", a précisé M. Jørgensen. Lundi soir, l'opérateur des gazoducs Nord Stream 1 et 2 avait fait état d'une baisse de pression dans le premier gazoduc, après la détection d'une fuite dans le second.

R. E.

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 85 dollars

Les prix du pétrole se redressaient hier avec un baril du Brent à 85,38 dollars, tirés par l'évolution de la situation en Ukraine.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, montait de 1,57%, en début de matinée. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison le même mois, prenait 1,38% à 77,77 dollars. Les cours du brut reprenaient leur souffle après une nouvelle séance en baisse la veille, conduite par les risques croissants de récession mondiale, ce qui ferait s'effondrer la demande. L'approche de l'entrée en vigueur de l'embargo de l'Union européenne sur les importations de pétrole russe le 5 décembre prochain soutient les cours, ramenant les craintes d'un manque d'approvisionnement sur le devant de la scène. Un scénario fait aussi son chemin parmi les analystes : celui d'une nouvelle réduction

de l'objectif de production total des membres de l'Opep+ lors de leur réunion du 5 octobre. Début septembre, l'alliance avait choisi de baisser ses quotas de 100.000 barils par jour pour le mois d'octobre. Depuis la dernière réunion du groupe, les deux références mondiales du brut

ont chuté d'environ 10%, retrouvant leurs niveaux de janvier, bien loin des sommets enregistrés en mars, à 139,13 dollars pour le Brent et 130,50 dollars pour le WTI, au début de la crise en Ukraine.

R. E.

LIBYE

Le Conseil présidentiel planche sur le dossier sécurité

Le Conseil présidentiel libyen, avec ses membres Abdulrah al-Lafi et Moussa al-Koni en leur qualité de commandant suprême de l'armée, a tenu lundi une réunion sur les derniers développements militaires et sécuritaires dans le pays, ont rapporté des médias locaux. La réunion, qui s'est tenue au siège du Conseil à Tripoli, a vu également la présence du Premier ministre, Abdelhamid Debeibah, en sa qualité de ministre de la Défense. Selon le Conseil présidentiel, "cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi continu par le commandant suprême de l'armée libyenne de la situation militaire et sécuritaire et pour coordonner davantage le travail de

toutes les unités et secteurs militaires". L'armée libyenne a réitéré récemment sa détermination à construire une institution militaire moderne et loyale pour tous les Libyens, rappelle-t-on.

"L'armée libyenne, avec toutes ses unités et institutions, atteindra, malgré tous les défis et obstacles, son objectif qui est de construire une institution militaire moderne et loyale pour la Libye, pour que le pays retrouve sa souveraineté et sa stabilité et bâtisse l'Etat souhaité, l'Etat des institutions", avait indiqué l'état-major de l'armée dans un communiqué.

R. I.

FRANCE

TotalEnergies paralysée par une grève des travailleurs

Les salariés du méga groupe énergétique français, TotalEnergies, ont entamé, hier, une grève d'au moins trois jours, pour réclamer notamment une hausse de leurs salaires, à l'appel de la CGT, menaçant de bloquer l'approvisionnement des stations-service en carburants. "On appelle à ne sortir aucun produit des raffineries et de la pétrochimie, là où la CGT est implantée", a déclaré le délégué syndical central CGT du raffinage pétrochimie de TotalEnergies en France, Benjamin Tange. Parmi les principaux sites concernés, la bio-raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), les raffineries Normandie au Havre, de Donges (Loire-Atlantique), Carling (Moselle), Feyzin (Rhône) et Oudalle (Seine-Maritime), ainsi que les dépôts de carburants de Grandpuits (Seine-et-Marne), et de Flandres (Nord). Outre une "revalorisation salariale immédiate à hauteur de 10% pour l'année 2022", la CGT réclame le "dégel des embauches" en France et "un plan massif d'investissements" dans l'Hexagone, a rappelé M. Tange, soulignant que ces revendications avaient déjà été à l'origine de mouvements le 24 juin et le 28 juillet derniers.

Une partie des employés touchent des salaires "extrêmement faibles et il y a besoin de les revaloriser à hauteur de ce que le groupe dégage comme bénéfices", a souligné le responsable syndical, qui espère "une mobilisation très forte", afin de continuer à peser les jours suivants. Outre des perturbations dans l'approvisionnement des stations en carburants, il a estimé que la production des raffineries pourrait connaître une baisse des débits de 20 à 30%, en cas de forte mobilisation.

TotalEnergies emploie en France 35.000 salariés, en comptant ses filiales. Une entrevue au niveau de la branche pétrole est prévue le 27, raison pour laquelle le début du mouvement est prévu ce jour-là, principalement dans les sites pétroliers. Ils devraient être rejoints par les autres sites du groupe les jours suivants, avec en ligne de mire la journée d'action dans l'ensemble des secteurs économiques jeudi, à l'appel de la CGT et de Solidaires. TotalEnergies a réalisé d'énormes profits au deuxième trimestre 2022, profitant à plein de la hausse des cours du pétrole et du gaz, engendré par la crise en Ukraine.

M. R.

TENSIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES, QUESTIONS DE DÉCOLONISATION ET SOMMET ARABE

L'Algérie à haute voix à l'ONU

L'engagement de l'Algérie à contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde, a été réitéré lundi par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, lors de son intervention auguste devant les participants à la 77ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, où il a souligné que « les principes et objectifs énoncés dans la Charte de l'ONU », figurent parmi les fondements essentiels dont s'inspire l'Algérie nouvelle.

Levant le voile sur plusieurs problématiques prioritaires qui relèvent de la sécurité et de la stabilité régionale et internationale, le chef d'orchestre de la diplomatie nationale a mis en lumière l'intérêt qu'accorde l'Algérie, à sa tête son président Abdelmadjid Tebboune, à cette escalade de tensions qui laisse présager de graves répercussions sur le monde.

Après une première sortie diplomatique des plus favorables pour l'image du pays, où l'Algérie a présenté sa candidature au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité, Lamamra a profité de sa présence à ce rendez-vous onusien, pour afficher les différentes positions de l'Algérie, mettant en avant l'importance de la tenue du Sommet arabe de novembre prochain à Alger. Un événement qu'il considère comme « une étape importante dans le processus d'action arabe commune, en vue d'une contribution plus efficace du groupe arabe pour relever les défis actuels sur les scènes régionale et internationale ». En effet, ce prochain Sommet, selon la vision diplomatique algérienne, est un événement capital porteur de cohésion pour le traitement des difficultés que connaît la sphère arabe, où notamment la question palestinienne est placée au cœur du rendez-vous.

GUTERRES RECONNAIT LE POIDS DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

À ce propos, l'émissaire algérien a remis, en qualité d'envoyé spécial du président Tebboune, des invitations officielles, à l'instar de celle adressée au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lequel a confirmé sa présence à ce rendez-vous historique, saluant la contribution « exceptionnelle » de l'Algérie à la diplomatie mondiale multilatérale.

Outre ces démarches de Lamamra, jugées



PH : DR

salutaires d'un point de vue diplomatique, et qui lui ont permis de rappeler pour l'occasion l'attachement de l'Algérie aux principes de non-alignement et de l'Union africaine, de par son histoire et ses riches expériences en matière de médiation internationale, et dans le souci de tirer profit au plus haut pont de sa mission, le diplomate algérien a reçu l'aval de la Chine quant aux ambitions algériennes d'intégrer la « famille » des BRICS. Ceci, en appui à la position tout aussi favorable de la Russie à l'égard de l'Algérie.

L'ALGÉRIE TOTALEMENT ENGAGÉE POUR LA PAIX MONDIALE

À travers des propos transparents et explicites, où il incite la communauté internationale à ne pas se dérober de leur responsabilité vis-à-vis de ces crises, et considérant que l'Algérie a toujours milité en faveur de l'apaisement des conflits, il a appelé les pays membres à aller vers la recherche de solutions aux crises et abandonner la logique qui consiste uniquement à les gérer.

« L'Algérie insiste sur la nécessité de sortir de la logique de gestion de crise par la communauté internationale pour se concentrer davantage sur la recherche de solutions », a déclaré Lamamra. À cet égard, et tout en réaffirmant « l'adhésion de l'Algérie à ces valeurs et principes et sa détermination dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la réalisation d'un développement global, juste et durable », le chef de la diplomatie algérienne a abordé plusieurs sujets liés aux

crises actuelles, évoquant en premier lieu celle de l'Ukraine et son impact sur le monde, mettant l'accent sur les « répercussions négatives, susceptibles d'accroître l'ampleur des défis existentiels auxquels font face les peuples du monde dans divers domaines vitaux ».

LA PAIX C'EST AUSSI L'INDÉPENDANCE DES PEUPLES OPPRIMÉS

Plaidant dans la foulée pour un nouveau système mondial plus équitable, à même de « résoudre les conflits par des moyens pacifiques », par une « approche qui assure l'égalité et l'équité entre tous les pays », Lamamra, estime que « la question palestinienne demeure la clef de voûte pour le rétablissement de la sécurité et la stabilité dans la région du Moyen-Orient ». Évoquant le dossier du Sahara occidental, Lamamra a invité l'ONU à « redoubler d'efforts afin de permettre aux deux parties au conflit, le Maroc et la République sahraouie, à reprendre le processus des négociations directes en vue de parvenir à une solution politique acceptable aux deux parties dans le cadre de la légalité internationale ». Pour ce qui est du Mali, le représentant de l'Algérie aux Nations unies a appelé la communauté internationale à « soutenir les parties maliennes dans le but d'accélérer le rythme de concrétisation de leurs engagements ». Enfin, concernant la crise libyenne, Ramtane Lamamra a estimé que « la solution demeure dans la non-ingérence étrangère dans les affaires de ce pays, et la tenue d'élections libres ».

Hamid Si Ahmed

PRÉPARATIFS DU SOMMET D'ALGER

Bousslimani mobilise les médias arabes

Le ministre de la Communication, Mohamed Bousslimani a reçu, hier à Alger, le directeur général de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), Suleiman Abdel Rahim, accompagné du directeur général du Centre arabe d'échange d'informations et de programmes, Mohcine Slimani, avec lesquels il a passé en revue les derniers préparatifs du Sommet arabe, prévu les 1 et 2 novembre

à Alger, indique un communiqué du ministère. À cette occasion, Bousslimani a mis en avant "la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer le succès de ce sommet, à travers la mise en place de tous les moyens et équipements à la disposition des journalistes algériens et étrangers accrédités pour couvrir cet événement important, et leur faciliter le travail", ajoutant que "ce sommet

sera exceptionnel à tous les niveaux, avec un travail de coordination conjoint". De son côté, le DG de l'ASBU a souligné que son instance était "prête à contribuer à une couverture exhaustive des travaux du Sommet arabe d'Alger, à travers tous les pays arabes", indiquant dans ce contexte que "l'ASBU œuvre dans ce cadre en coordination avec tous les médias concernés à garantir une bonne préparation

pour une couverture optimale de cet événement d'envergure". La rencontre a, par la suite, été élargie à "tous les directeurs des institutions médiatiques publiques audiovisuelles en Algérie, en plus des représentants de l'ASBU, pour évaluer les derniers préparatifs techniques et artistiques avant une visite au Centre International de Conférences (CIC) prévue ce soir".

F. B.

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'UA, la Ligue arabe et l'OCl à l'appui

L'Algérie qui a postulé pour un siège non-permanent au sein du Conseil de sécurité de l'organisation des Nations unies, a fait un travail d'arache-pied pour promouvoir sa candidature, à travers le chef de la diplomatie nationale Ramtane Lamamra et le représentant permanent de l'Algérie sur place, Nadir Larbaoui. Pour preuve, le ballet diplomatique de haut rang qui a afflué vers les bureaux de notre représentation au siège de l'ONU, parmi lesquels des chefs d'Etat,

ministres des Affaires étrangères et représentants d'organisations internationales, africaines, régionales et arabes.

Dans son discours à la tribune de l'ONU, Ramtane Lamamra a affirmé que la candidature de l'Algérie pour la qualité de membre non-permanent au Conseil de sécurité, « compte sur le soutien des Etats Membres » de l'ONU. À souligner que les élections à ce sujet auront lieu au mois de juin 2023.

« Dans le cadre de tous ces développe-

ments et consciente de l'ampleur des défis sans précédent qui se posent au niveau international et régional, l'Algérie a présenté sa candidature au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité, une candidature entérinée par l'Union africaine, la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la coopération islamique », annonce Lamamra à cette occasion. En ce sens, l'Algérie « restera fidèle aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et joindra ses efforts à ceux des autres

membres du Conseil afin de donner une plus grande efficacité aux efforts internationaux visant à prévenir et à résoudre les conflits par des moyens pacifiques et à soutenir le rôle des organisations régionales, tout en encourageant une participation importante des femmes et des jeunes au règlement des crises et en assurant la protection nécessaire à tous les groupes vulnérables », ajoute le chef de la diplomatie nationale.

F. G.

RÉUNION DU CIHN ALGÉRO-FRANÇAIS Benabderrahmane fait le point avec Elisabeth Borne

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane a reçu, lundi, un appel téléphonique de son homologue française, Elisabeth Borne avec laquelle il a passé en revue les voies et moyens de renforcement des relations bilatérales, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. « Les entretiens ont constitué une opportunité pour confirmer la volonté politique des dirigeants des deux pays pour œuvrer au renforcement des relations bilatérales entre les deux pays », souligne le gouvernement. À ce titre, le gouvernement confirme la tenue, les 9 et 10 octobre prochains, à Alger, de la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) algéro-français. Quelques jours plus tôt, le gouvernement français a annoncé la visite, en la circonstance, d'Elisabeth Borne en Algérie, à l'effet de présider avec Aïmène Benabderrahmane la cinquième session du CIHN, réuni pour la dernière fois en décembre 2017 à Paris. Dans le fond, au-delà d'une réunion où il sera question pour les deux pays de jeter les jalons de la coopération bilatérale sur la base de la Déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé, dont le document a été signé le 27 août dernier dans le contexte de la visite d'Emmanuel Macron en Algérie.

F. G.

ABDERRACHID TABBI A REMIS HIER L'INVITATION À NASSER BOURITA Mohamed VI convié au Sommet arabe d'Alger

C'était dans l'air et c'est désormais officiel, le Maroc a été invité au Sommet arabe d'Alger. C'est hier dans la matinée, que le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains de l'étranger, Nasser Bourita, a reçu le ministre algérien de la Justice, Abderrachid Tabbi, émissaire du président Abdelmadjid Tebboune, auprès du roi Mohamed VI. À cette occasion, Tabbi a remis la lettre d'invitation adressée au roi marocain, pour assister au Sommet arabe, prévu les 1er et 2 novembre 2022 à Alger.

H. S. A.

DES EXPERTS DE L'ÉDUCATION AU FORUM D'EL-MOUDJAHID

« Les méthodes d'enseignement des maths doivent changer »

Le forum du quotidien El-Moudjahid hier a été consacré au secteur de l'Éducation nationale dont le thème « L'initiation des enfants aux mathématiques et aux langues étrangères, et le rôle des parents dans le parcours scolaire ». Étaient présents à l'animation de cette conférence, le président de la commission de l'éducation à l'APN, Salah Djeghloul, Othmane Abdellouche, docteur en mathématiques et informatique, et Azzroug, membre d'une association des parents d'élèves.

La conférence a abordé essentiellement l'état actuel de l'éducation nationale en ce qui concerne les méthodes d'enseignement, le programme scolaire, les lacunes qu'on trouve dans le secteur, mais aussi les difficultés rencontrées par les élèves dans leur parcours scolaire surtout avec quelques matières enseignées telles que les mathématiques et les langues étrangères. Cela revient fréquemment selon les experts à la méthode utilisée pour les enseigner. Othmane Abdellouche a jugé l'impératif de changer la manière et la méthode d'enseigner les mathématiques afin que les enfants puissent aimer cette science, selon lui « la problématique est dans la manière d'enseigner les mathématiques dès la première année primaire, en commençant par présenter l'alphabet des mathématiques correctement et savoir comment faire la différence entre les termes mathématiques incorrectement inscrits dans les manuels scolaires déjà » ajoutant que « le codage est devenu essentiel dans les programmes scolaires, autant que les mathématiques, la lecture et l'écriture » donc selon le



Ph: DR

dr Abdellouche le problème réside essentiellement dans les fondamentaux de l'enseignement. À son tour, Salah Djeghloul a évoqué les conditions de la rentrée scolaire 2022/2023 « l'intégration de l'anglais et l'utilisation des tablettes ainsi que le retour aux conditions normales avec des classes complètes et plus d'horaires dans la semaine après la pandémie sont les décisions les plus importantes pour cette rentrée, malgré tous les progrès du secteur. La surcharge en classe existe toujours, suite aux retards de construction des écoles dans certaines zones ». Pour sa part, le président de la commission de l'éducation à l'APN a proposé des changements comment redonner aux mathématiques « sa vraie valeur », en formant les enseignants à bien enseigner cette matière avec des méthodes innovantes proposées par des spécialistes suivant l'évolution mondiale

dans le domaine scientifique.

« L'ANGLAIS, UN PAS TRÈS IMPORTANT POUR L'ÉLÈVE »

Quant au représentant de l'Association des parents d'élèves, il voit que l'anglais pour les enfants est un pas très important dans le secteur. « C'est une opportunité pour un futur meilleur pour les élèves », estime M. Azzroug ajoutant que « nos enfants utilisent l'anglais avant même l'avoir comme matière à l'école, la nouvelle génération a compris l'importance de l'anglais dans le monde », dit-il. « Il n'y a pas eu de changement dans les programmes scolaires malgré la présence de l'intention d'une révision en 2015 », « Impliquer les parents des élèves dans le processus éducatif est obligatoire, on voit l'impact de ces derniers dans les écoles », dit-elle.

M. Seghilani

ACCÈS AUX MÉTIERS DE L'ARTISANAT

Mme Krikou plaide la cause des personnes aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouther Krikou, a insisté, lundi à Alger, sur l'importance de « permettre aux personnes handicapées d'accéder à des programmes de formation professionnelle dans des spécialités adaptées ».

Lors d'une visite d'inspection avec le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, au centre médico-pédagogique des attardés mentaux de Aïn Taya et au centre de formation professionnelle et d'apprentissage des handicapés moteurs à Kouba, Mme Krikou a fait savoir que cette visite s'inscrivait « dans le cadre de la coordination sectorielle visant à s'enquérir des modalités permettant aux personnes handicapées d'accéder au monde de travail en bénéficiant de programme de formation professionnelle dans des spécialités adaptées à leurs capacités et compétences ».

Soulignant les domaines de

créativité de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques qu'elles ont prouvé à maintes occasions, notamment les travaux manuels, « l'artisanat, la broderie, la couture et la cuisine », la ministre a relevé l'importance de développer leurs compétences à travers des ateliers de formation professionnelle leur permettant d'obtenir des diplômes à même de lancer des projets dans ces spécialités adaptées. Après avoir évoqué les mesures prises par le ministère de la Solidarité nationale en matière de prise en charge psychologique, pédagogique et d'enseignement spécialisé des personnes aux besoins spécifiques au niveau des établissements relevant du secteur, Mme Krikou a rappelé que « le nombre global des enfants handicapés qui sont pris en charge au niveau de ces établissements sur le territoire national s'élevait à près de 30 000 enfants ayant différents handicaps (moteur, auditif, visuel et mental) ». Pour sa part, M. Merabi a affirmé que « le secteur de la

Formation accorde un intérêt particulier à la catégorie des handicapés à travers le renforcement des offres de formation et l'adoption de la politique d'insertion sociale et professionnelle avec un programme de formation qui correspond à cette catégorie pour l'encourager à contribuer au développement ». Il a affirmé que « le rôle des opérateurs économiques et des artisans en tant que partenaires actifs consiste à dispenser une formation pratique aux apprentis handicapés pour qu'ils puissent acquérir les connaissances et les expériences pro-

fessionnelles et accéder au monde de l'emploi ». La délégation ministérielle s'est enquis, durant cette visite, des capacités matérielles et humaines disponibles pour accompagner cette catégorie de la société dans différents domaines de prise en charge psychologique et pédagogique ainsi que la formation professionnelle. Des explications exhaustives ont été données à cette occasion sur les réalisations et les créativité des personnes handicapées dans les différents spécialités et métiers.

L. Zeggane

LOGEMENT AADL

Près de 30 000 logements livrés début novembre

Les autorités publiques, relancent le programme de distribution de logements AADL. Ainsi, près de 30 000 unités seront livrées à l'occasion de la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la révolution de novembre. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. En ce sens, et lors d'une réunion regroupant des cadres et des responsables du secteur au siège de son département ministériel, il a précisé que la décision de remise de l'ordre de paiement de la quatrième tranche concernant 29 671 logements sera effectuée octobre prochain. Cependant, cette opération est conditionnée par la livraison de ces logements dès le début du mois suivant, soit en novembre. Il convient de rappeler que la dernière opération de remise des clés de logements AADL date du 5 juillet dernier, où 160 000 unités tout types confondus dont 37 699 relevant de l'AADL ont été livrées.

F.B.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les majors de promotion autorisés à créer des start-up

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a adressé une instruction aux établissements universitaires et à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique visant à permettre aux étudiants qui obtiennent une moyenne excellente durant leur cursus de formation et lors de la soutenance du mémoire de fin d'études de bénéficier d'autorisation de création de start-up ou l'obtention de brevet d'invention. Dans un communiqué rendu public, le MERS a précisé que dans le cadre de la démarche des pouvoirs publics, consistant à faire de l'Université algérienne la locomotive d'un véritable développement et un véritable acteur dans la prise de décision économique et la conduite de la société vers davantage de progrès et de prospérité dans la consécration de cette volonté politique et la création des richesses et de postes d'emploi ; il œuvre à accompagner les pouvoirs publics dans l'atteinte de ces objectifs suprêmes à travers la proposition de plusieurs mécanismes, à leur tête le mécanisme de diplôme de start-up et de diplôme de brevet. « Afin d'appuyer et d'élargir ce genre d'initiatives, et suite aux instructions du ministre du secteur, Kamed Baddari, une correspondance a été adressée aux directeurs des établissements de l'Enseignement supérieur, et à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique pour faire le nécessaire en vue d'instaurer ces mécanismes à travers le soutien et l'accompagnement des étudiants à partir de leur première année universitaire en les sensibilisant à ces mécanismes tout en valorisant tous les travaux et projets réalisés par les étudiants au cours de leur cursus de formation en vue de soutenir les résultats de leurs travaux de recherche », a ajouté la même source.

Le ministère a relevé l'impératif de généraliser l'expérience du diplôme de start-up ou le diplôme de brevet, d'une part, et l'incitation à la concurrence et l'excellence d'une autre part. « Ce mécanisme permettra à l'étudiant qui obtient une moyenne excellente durant son cursus de formation et finit son projet de recherche par une soutenance du mémoire de fin d'études avec brio de bénéficier d'une autorisation de création de sa propre société pour qu'il puisse commercialiser son produit ou lui donner la possibilité d'inscrire ses travaux auprès d'autres organes spécialisés dans l'immatriculation et la protection de la propriété intellectuelle en vue de créer sa propre société ou la négociation pour céder ses travaux à un tiers pour que la société tire profit de son produit », conclut le communiqué.

Ania Nch

ABSENCE DE CAS DE DÉCÈS ET DE RÉANIMATION

Covid-19 : « L'Algérie dans la zone verte »

La baisse significative des cas d'infection à la pandémie du Covid-19 ainsi que l'absence de mortalité et de cas en réanimation depuis plusieurs semaines en Algérie laisse penser que le pire est loin derrière.

Se basant sur ces données, Abdelatif Benkraouda qui est spécialiste de maladies infectieuses au CHU d'Oran a affirmé dans une déclaration accordée à la presse que l'Algérie est sortie de la zone orange et a franchi désormais la zone verte au moment où de nombreux pays sont toujours confrontés à des vagues virulentes de cette pandémie. En effet, contrairement à beaucoup de pays où le nombre de cas continue d'osciller la barre des 100, l'Algérie enregistre des chiffres très bas à savoir pas plus de 15 cas positifs par jour, a souligné le même spécialiste qui explique que cette situation lui a permis de figurer dans la liste des pays qui connaissent une stabilité épidémiologique et où les voyants sont au vert. De ce qui est des raisons de cette diminution de contamina-



Ph. DR

tion, Benkraoudi estime que cela est dû entre autre à la baisse de la virulence du virus qui ne mute plus avec la même vitesse de celle d'avant, mais aussi, a-t-il précisé, à l'immunité collective qu'a pu obtenir l'Algérie et ce en dépit du fait que l'objectif de la campagne de vaccination n'ait pas pu être atteint.

« LA VIGILANCE RESTE DE MISE »

Malgré la stabilité de la situation, le spécialiste a estimé, par ailleurs, qu'il est toujours nécessaire de maintenir la vigilance afin de préserver cette accalmie. Il a dans ce contexte insisté à ne pas

abandonner les mesures préventives et de surtout reprendre les opérations de vaccination notamment pour les personnes vulnérables et les malades chroniques ayant besoin de renforcer leur immunité.

Dans le même cadre d'idées, Benkraoudi rappelle qu'on est à la veille de la saison de froid qui est généralement marquée par la propagation de virus à l'origine de gripes et de symptômes ressemblant à ceux provoqués par le Covid-19. D'ailleurs, a-t-il indiqué, beaucoup de pays en Europe notamment enregistrent en ce moment de nouvelles vagues de la pandé-

mie du Covid-19 en raison d'une hausse des cas de contamination. Une situation qui risque, a-t-il prévenu, de ne pas épargner l'Algérie rappelant des expériences précédentes où les nouvelles vagues sont enregistrées de 40 à 60 jours après celles des pays d'Europe. Ce pourquoi, insiste encore le même spécialiste, il faudrait encourager la population surtout les personnes âgées de 60 ans et plus à recevoir la troisième dose du vaccin. L'unique manière de renforcer le système immunitaire et faire face aux mutations du virus durant la saison hivernale.

Ania Nch

ACCIDENT DE LA ROUTE

45 morts et 1245 blésés en une semaine

La Protection civile fait état, dans son bilan hebdomadaire, de 45 morts et 1245 blessés dans 1064 accidents de la circulation durant la période du 18 au 24 septembre à travers le pays, précisant, dans un communiqué, que «le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Djanet avec 09 personnes décédées sur les lieux d'accidents et 07 autres blessées suite à 04 accidents de la circulation». Les unités d'interventions de la Protection civile ont enregistré 20994 appels de secours émis par les citoyens, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et assistances diverses» ajoute le communiqué. En ce qui concerne les secours de personnes, selon la même source, «12358 interventions ont été effectuées qui ont permis la prise en charge de 12023 blessés et malades traités sur les lieux d'accidents avant de procéder à leurs évacuation vers les structures sanitaires». En outre, les secours de la Protection civile ont effectué «1586 interventions pour procéder à l'extinction de 1139 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas : Alger 279 incendies, Boumerdès 79 incendies et Tizi-Ouzou 82 incendies» souligne le communiqué, aussi pour les opérations diverses, «5189 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 352 personnes en situation de danger et l'exécution de 4519 opérations diverses d'assistance» conclut le communiqué.

L. Zeggane

CONSTRUCTION NAVALE ET PRODUCTION D'EQUIPEMENTS MARITIMES

Les ministères de la Pêche et de l'Industrie signent une convention

Le ministère de l'Industrie a signé, hier, deux conventions de coopération avec le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques dans l'objectif de moderniser et de renforcer les moyens de production, la flotte, les produits de pêche tout en couvrant les besoins du marché local, et ce dans le cadre des démarches entreprises par le Gouvernement pour la consolidation de l'action participative et la coordination intersectorielle. Signée par les ministres des deux secteurs, respectivement M. Ahmed Zaghdar et M. Hicham Sofiane Salaouatchi, la première convention concerne un accord-cadre entre les deux ministères pour le développement de la construction et de la maintenance des navires de pêche.

Elle prévoit la codification de l'activité construction et maintenance des navires de pêche, l'appui de l'aquaculture et la fabrication des moteurs et leurs intrants ainsi que les équipements de pêche et de navigation.

Il s'agit également de développer un écosystème propice à la sous-traitance en termes de construction et de réparation des bateaux de pêche, de production des pièces de rechange, de promotion de l'industrie manufacturière et de valorisation des produits halieutiques, en sus du renforcement de la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique.

Le deuxième document a été signé par le PDG du groupe public des industries mécaniques (AGM), Bachir Dehimi et

le chargé de gestion de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, Nabil Aouich.

Il permettra la mise en place d'un cadre de partenariat en vue d'accompagner les professionnels du secteur de la Pêche et de l'aquaculture en matière de modernisation des moyens de production à travers le développement de la construction et la maintenance des bateaux de pêche à l'aide des capacités nationales.

Il s'agit de la fabrication des pièces de rechange, des moteurs à propulsion, des accessoires de pêche et des bateaux de soutien pour l'aquaculture ainsi que la contribution à la normalisation des ateliers de construction et de réparation des bateaux, outre la fabrication des équipements d'amarrage et le développement de l'industrie de l'aquaculture, notamment les cageots flottants.

Dans son allocution à cette occasion, M. Zeghdar a mis en avant la teneur et l'importance de ces deux conventions qui s'inscrivent dans le cadre des orientations du Gouvernement visant à développer les moyens de production, à réduire les importations et à promouvoir le produit national, relevant qu'une convention similaire sera signée dans l'avenir avec d'autres opérateurs industriels dans l'objectif de développer cette filière.

À ce propos, il a salué le rôle des entreprises publiques et privées qui œuvrent à être un modèle d'entreprises réussies capables de devenir un nouveau levier de l'économie nationale grâce à leurs services de fabrication et de maintenance

des différents types des bateaux.

Le ministre a évoqué le programme du ministère en termes de développement de fabrication des bateaux en Algérie, annonçant la finalisation de l'élaboration de première version du texte réglementaire élaborée par son secteur régissant cette activité en vue d'attirer et encourager les investisseurs dans le domaine de fabrication des bateaux, tous types, volumes et usages confondus, estimant que la fabrication des bateaux "constitue actuellement un défi pour l'industrie nationale au regard de la qualité des ressources hydrauliques nationales et la demande croissantes sur les produits de la pêche".

En vue d'augmenter la production des usines sidérurgiques, satisfaire la demande des opérateurs et renforcer la fabrication des bateaux, M. Zeghdar a mis l'accent sur la nécessité de doubler d'efforts pour augmenter la production des usines sidérurgiques maritimes.

Le ministère a finalisé l'élaboration de la première mouture du texte réglementaire qui encadrera cette activité en tant que catalyseur pour attirer les investisseurs dans le domaine de fabrication de tous types de navires, a fait savoir le ministre.

LA SOUS-TRAITANCE POUR RELANCER LA FABRICATION DES NAVIRES ET LES PRODUITS HALIEUTIQUES

Le développement et la valorisation du réseau de sous-traitance en Algérie constituent un axe principal pour relancer et promouvoir cette filière et fabri-

quer des navires intégrés conformément aux normes internationales, a affirmé le ministre.

Salaouatchi a, quant à lui, affirmé que la conclusion de ces deux conventions s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement de la dynamique que connaît le secteur de la Pêche et l'aquaculture.

La première convention va asseoir les fondements d'un écosystème favorable pour le développement du tissu industriel en amont et en aval des activités productives et explorer les opportunités d'accès aux marchés extérieurs notamment africains, a-t-il dit.

Elle permettra également "l'adoption et la codification de l'activité de construction et de réparation des navires de pêche et ceux de service pour l'aquaculture", a relevé le ministre qui a soutenu que son secteur s'attelle à travers ce partenariat au développement d'un écosystème de sous-traitance en matière de construction et de réparation des navires et à la promotion de l'investissement dans les intrants industriels maritimes notamment les fibres de verre et les panneaux métalliques.

Il s'agit également, poursuit le ministre, de booster le développement de fabrication des matériels et des équipements aquicoles notamment les cages flottantes et les aliments.

Quant à la deuxième convention, elle permettra au secteur de tirer profit des connaissances techniques du Groupe public AGM et de ses filiales, a affirmé Salaouatchi.

R. E./APS

LES FENNECS OUBAIS

ANDY DELORT :

«Je ne ressens aucune pression»

Ayant suscité la polémique après son retour en sélection nationale, Andy Delort n'a pas réussi son come-back en rendant une petite prestation contre la Guinée, vendredi dernier à Oran.

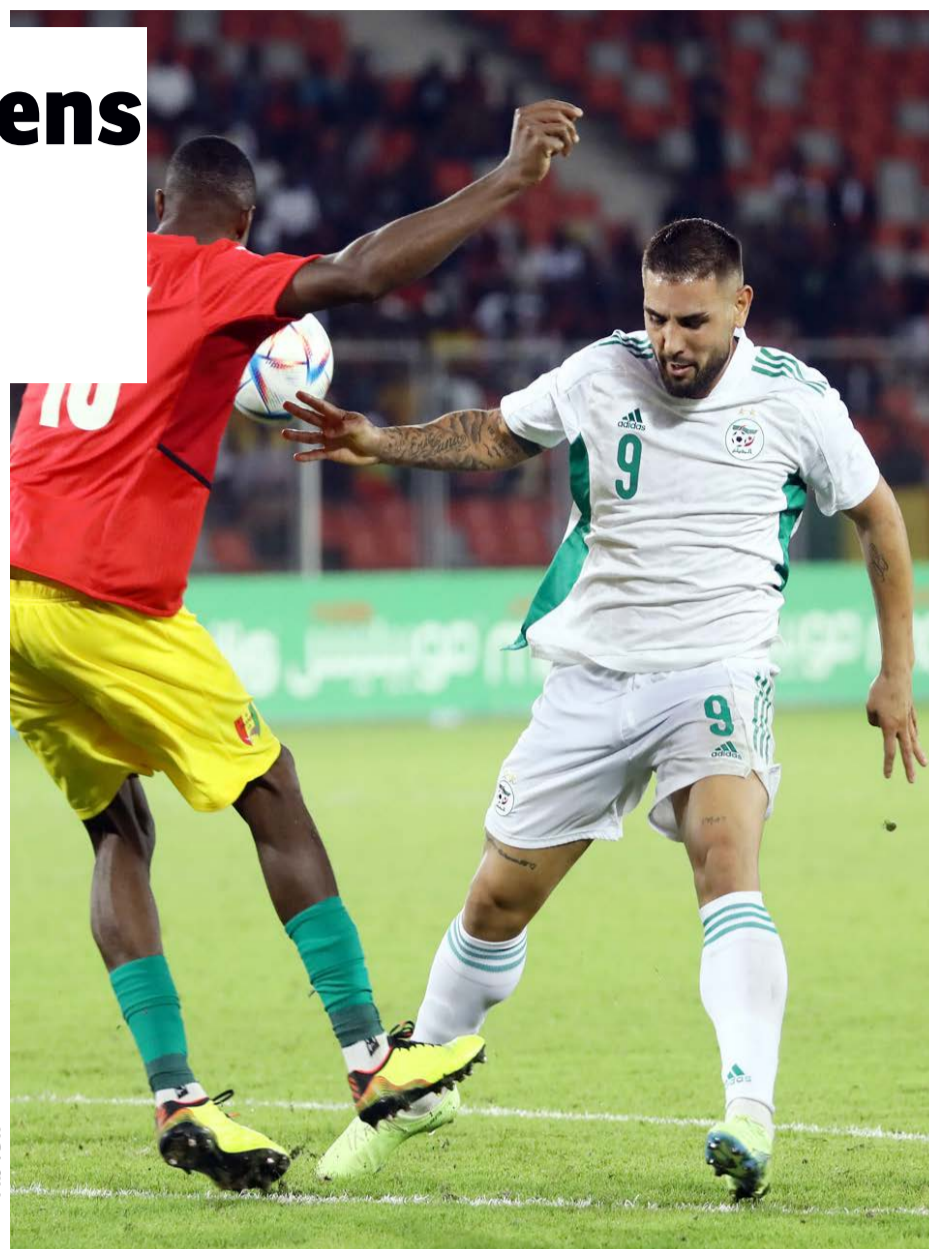
À l'issue de cette partie, l'entraîneur national, Djamel Belmadi, a estimé que si l'attaquant vedette de l'OGC Nice était passé à côté de la plaque, c'est parce qu'il s'était fait une pression sur les épaules, en voulant coûte que coûte marquer pour célébrer son retour.

Questionné à ce propos lors de la zone mixte organisée la veille du match contre le Nigéria joué hier soir, Delort a nié être sous pression en sélection.

«Je ne ressens aucune pression. Si je n'ai pas brillé contre la Guinée, c'est parce que je n'ai pas reçu beaucoup de balles de la part de mes coéquipiers, notamment en première mi-temps où nous étions tout simplement très mauvais. Les choses ont fonctionné mieux pour nous pendant la seconde, sauf que j'ai dû laisser ma place au bout d'une heure de jeu», a-t-il dit.

Il est vrai que les Verts ont rendu une copie très modeste lors de la première période du match contre la Guinée. Il a fallu attendre l'heure de jeu pour voir les Fennecs appuyer sur l'accélérateur et parvenir à dominer leur adversaire du jour qui s'est montré très coriace pour l'occasion.

C'est le remplaçant de Delort, en l'occurrence, Islam Slimani, dont on dit qu'il



Phs : DK

n'a pas apprécié le retour du Niçois en sélection, qui a été derrière l'unique but de la partie. Cela devrait permettre au buteur historique de la sélection nationale de prendre de nouveau un pas d'avance sur son concurrent direct pour le poste d'avant-centre.

Mais Delort veut prendre les choses du bon côté, se montrant cette fois-ci disposé à privilégier l'intérêt général sur celui

personnel, lui qui avait contesté le fait de n'avoir pas eu sa chance lors de son premier passage chez les Verts.

«À présent, il nous appartient tous de travailler dur pour être à la hauteur et atteindre nos objectifs pour les prochaines échéances, et enchaîner les victoires», a-t-il encore dit.

Hakim S.

AVANT TROIS MOIS DU CHAN

La pelouse du stade Miloud-Hadefi mise à rude épreuve

Ayant subi une opération de régénération à l'issue de la précédente 19e édition des Jeux méditerranéens d'Oran (25 juin - 6 juillet 2022), la pelouse du nouveau stade d'Oran Miloud-Hadefi subit un véritable "examen" depuis vendredi passé.

En effet, cette pelouse sera appelée demain à accueillir un troisième match international en l'espace de six jours, et ce, à l'occasion de la rencontre amicale qui opposera la sélection nationale des joueurs locaux à son homologue du Soudan. Avant cela, c'est la sélection nationale A qui s'y est produite à deux reprises sans compter les séances d'entraînement qui ont eu lieu sur place. Et comme première impression sur l'état de la pelouse, un dossier qui ne cesse de faire couler la salive en Algérie, l'entraîneur national, Djamel Belmadi, n'était pas entièrement satisfait. «Le terrain est bien, mais la pelouse n'est pas parfaite. Le ballon roulait bien, mais elle n'est pas four-



nie. Cependant, on ne va pas se plaindre. Il y a ce qu'il faut pour jouer au football. Apparemment, c'est ce qu'il y a de mieux dans les stades algériens», a-t-il décrit la pelouse. Le terrain du stade Miloud-Hadefi à peine «libéré» hier soir par les protégés de Djamel Belmadi, c'est au tour de ceux de Madjid Bouguerra d'en prendre possession. En effet, la sélection A qui prépare le CHAN 2023 (du 8 au 31

janvier 2023) envoyée à Constantine pour son premier match amical face au Nigéria, a rallié la capitale de l'Ouest pour un troisième rendez-vous sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El-Bahia. Les Verts de «Magic» affrontent eux aussi cette même sélection du Nigeria sur la même pelouse. De quoi mettre le gazon du stade Miloud-Hadefi à rude épreuve, surtout que les séances

d'entraînement devraient, selon nos informations, se dérouler elles aussi sur le même terrain. Le groupe de Djamel Belmadi qui devait effectuer le déplacement à Oran à la veille de chaque match (jeudi et lundi) et effectuer le gros du travail à Sidi Moussa a été contraint, par le mauvais état de la pelouse du Centre technique de Sidi Moussa, de poser ses valises dès mardi passé dans la capitale de l'Ouest. Toutes les séances d'entraînement ou presque ont eu lieu au stade Miloud-Hadefi. Cet enchaînement des rencontres au stade Miloud-Hadefi a coïncidé avec une visite d'inspection de la part d'une commission de la CAF venue évaluer les préparatifs de l'Algérie pour le CHAN. Et comme première impression, le chef de ladite commission, et même s'il s'est dit impressionné par la qualité des équipements du stade, a insisté sur la nécessité de «mieux soigner» la pelouse pour qu'elle soit dans un meilleur état lors du rendez-vous continental. **H. S.**

CHLEF. AGRICULTURE

Promouvoir la culture du fruit du dragon pour diversifier les exportations

Les participants à une journée d'étude sur le "fruit du dragon rouge (pitaya rouge) et ses techniques de culture" organisée lundi à Chlef, ont souligné la nécessaire promotion de cette filière, dont la première expérience a été un franc succès en Algérie, dans le but de diversifier les exportations agricoles.

De nombreux participants à la rencontre abritée par la Chambre d'agriculture de la cité Bensouana de Chlef, sont convenus de l'"impératif de promouvoir" la culture de ce fruit tropical dans plusieurs wilayas du pays, suite au succès de la première expérience en la matière réalisée dans une exploitation privée de la wilaya de Skikda, ayant prouvé l'adaptation de ce fruit aux conditions climatiques en Algérie. "Cette rencontre vise à faire connaître et promouvoir cette culture, de manière à encourager les agriculteurs à l'expérimenter, dans l'objectif de diversifier les exportations algériennes, à l'avenir, d'autant plus que le fruit du dragon fait l'objet d'une demande croissante sur le marché mondial, en raison de ses bienfaits pour la santé", a indiqué la représentante de la société chinoise "Airee", dans l'ouest algérien, Mme Fatima Zahra El Houari, organisatrice de la manifestation. Présentant son expérience de culture du fruit du dragon (famille des cactus), réalisée à Skikda, M. Salah Laâbidi a souligné la "demande croissante exprimée par les clients sur ce fruit". Un fait de nature à dissiper les craintes des investisseurs potentiels à l'égard de la commercialisation de leur produit. M. Laâbidi s'est également félicité du "bon rendement" de ses



fruits, et de leur "adaptation aux conditions climatiques difficiles, dont le manque d'eau". Dans une déclaration à l'APS, Mme Gao Lee, responsable de la société chinoise, contractuelle avec cet agriculteur de Skikda, a fait part de l'ambition de sa société, suite au succès de cette première expérience de culture du fruit du dragon dans la région, d'élargir sa culture à d'autres wilayas du pays, dont Chlef. Elle a assuré, à ce titre, la disponibilité des plants de culture de ce fruit, originaire d'Amérique et d'Asie, ainsi que l'en-

gagement de sa société à accompagner les agriculteurs intéressés, depuis la culture du fruit, jusqu'à sa production et commercialisation. A noter la présentation, à l'occasion, par un médecin nutritionniste, d'un exposé sur les bienfaits de ce fruit pour la santé et ses usages thérapeutiques. La présentation a été suivie d'un débat avec des agriculteurs et investisseurs locaux, qui ont exprimé leur vœu d'introduire cette nouvelle filière dans la nomenclature des produits agricoles à Chlef.

KHENCHELA. ZONES D'OMBRE

Consultations médicales au profit des habitants

Des consultations médicales ont été dispensées gratuitement aux habitants des zones d'ombre des communes de Djellal, El-Ouldja et Kheirane par une équipe médicale de l'établissement public hospitalier (EPH) Ahmed-Ben Bella de Khenchela, en coordination avec l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Djellal, apprend-on lundi auprès du directeur de cet EPH. Au total, 14 médecins généralistes et spécialistes, ainsi que 15 agents paramédicaux ont effectué 250 consultations médicales dans diverses spécialités, et ce dans le cadre de l'activité d'une caravane médicale organisée au profit des habitants de

zones d'ombre des communes de Djellal, El-Ouldja et Kheirane (Sud de Khenchela), a indiqué dans une déclaration à l'APS Khaled Bourmada. Les consultations médicales de cette caravane de santé ont concerné les domaines de la médecine générale, la chirurgie générale, la médecine interne, l'orthopédie, la traumatologie, la nutrition, la physiothérapie, la neurochirurgie, la pédiatrie, l'anesthésie, la réanimation et la chirurgie dentaire. Des interventions chirurgicales ont été programmées pour des "dates prochaines" à l'EPH Ahmed-Ben Bella, et ce dans le cadre de cette initiative médicale, a fait savoir le même respon-

sable. À l'occasion, un travail de sensibilisation a été mené sur les maladies susceptibles de menacer la santé publique des habitants des zones d'ombre des communes de Djellal, El-Ouldja et Kheirane, selon la même source. Cette caravane médicale est la deuxième du genre durant le mois de septembre (la première a été organisée au profit des habitants des zones d'ombre de la commune de Babar), a-t-on signalé, notant que ces initiatives visent à rapprocher les services de santé du citoyen et à mieux prendre en charge les habitants des zones d'ombre et de les sensibiliser à l'importance de prévenir diverses maladies.

TIZI OUZOU. TIC

Nécessité d'un plan de cyber-sécurité dans les entreprises

Les entreprises et autres organismes privés et publics doivent se doter d'un plan de cyber-sécurité afin de se prémunir contre les cyber-attaques, ont signalé lundi à Tizi-Ouzou, des participants à une rencontre sur le digital.

Intervenant au premier DIGIday, organisé par l'université Mouloud-Mammeri à la faculté de droit et des sciences politiques de Boukhalfa, la cheffe de service Systèmes, au Centre des Systèmes et réseau de cette université, Ghania

Oularbi, a relevé qu'"avec la transformation digitale, la sécurité des sociétés est remise en cause". Observant un "développement" de cybercriminalité (cyber attaques massives, fraude sur internet, perte de données sensibles) face à un niveau de protection des entreprises "nettement insuffisant", Mme Oularbi a souligné l'intérêt qu'ont les entreprises à se protéger en se dotant de plan de cyber-sécurité.

"L'un des modèles les plus utilisés par les entreprises afin de se protéger de la cybercri-

minalité, est celui appelé Triade qui est axé sur trois principes qui sont la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité. Il est utilisé par la majorité des entreprises pour mettre en place des contrôles et des politiques de sécurité", a-t-elle précisé.

Ghania Oularbi a ajouté que le plan de cyber sécurité, pour lequel un budget doit être établi par l'entreprise, doit, entre autres, tracer des politiques et des normes de sécurité et des mesures de protection, dont l'établissement d'une liste des

applications autorisées, l'utilisation de systèmes d'exploitation et d'applications modernes.

Elle a aussi préconisé de limiter les privilèges d'accès aux actifs, identifier les risques et les classer, établir un audit des systèmes de sécurité qui permet d'identifier les vulnérabilités, déterminer des scénarios d'attaques, se doter d'un système de détection d'attaques avec des alertes et des notifications, et instaurer une culture interne de la cyber sécurité.

BOUIRA. UNIVERSITÉ AKLI

MOHAND OULHADJ

Cinq conventions pour booster le marché de l'emploi

L'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira (UAMO) a signé lundi cinq conventions de partenariat avec des opérateurs économiques pour booster le marché de l'emploi et donner une nouvelle impulsion à la dynamique du développement que connaît la wilaya de Bouira ces dernières années. La première convention a été signée avec la société nationale "LORN Chemical", une société spécialisée depuis 2004 dans la fabrication de résines alkydes, de résines polyesters, et de résines époxy en Algérie. La deuxième convention a été signée avec la société Mont Djurdjura, spécialisée dans la fabrication d'eaux Minérales dans la région de Chorga (Est de Bouira), selon les détails fournis par le vice-recteur de l'université chargé des relations extérieures, M. Ali Maâzouz. L'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira a également signé une convention avec l'entreprise internationale "MATADOR ASSAD", implantée dans la zone industrielle d'Oued El Bardi, et qui est spécialisée dans la production de batteries et autres piles électriques rechargeables. "Il s'agit de conventions importantes qui permettent à notre université de s'ouvrir davantage sur l'environnement socio-économique et sur le marché de l'emploi dans la région, ainsi que de répondre aux besoins du développement de notre pays", a expliqué M. Maâzouz, lors de la cérémonie de signature organisée à l'université de Bouira en présence du wali Laâmour Abdeldkrim. "Ces conventions permettront à nos étudiants de pouvoir effectuer leur stages au sein de ces sociétés qui, par la suite, pourront les recruter selon leurs besoins", a expliqué le même responsable à l'APS. Opérationnelle depuis quelques années dans la même zone industrielle de Sidi Khaled à Oued El Bardi, la société "NORTH AFRICA", qui produit des acides et anhydrides inorganiques, a, elle aussi, signé une convention avec l'université de Bouira, dont l'objectif de renforcer à l'avenir son effectif de techniciens et ingénieurs, selon les détails recueillis lors de la cérémonie de signature. La dernière convention a été signée avec l'Entreprise nationale des peintures (ENAP). "Nous voulons que notre université s'ouvre davantage sur de nouveaux horizons pour répondre aux exigences économiques et de l'emploi dans la région et dans tout le pays", a souligné le vice-recteur.

MANIFESTATIONS EN IRAN

Plus de 75 morts en 10 jours selon une ONG

Plus de 75 personnes ont été tuées en Iran dans la répression de la contestation déclenchée il y a onze jours par la mort d'une femme détenue par la police, selon une ONG, des pays occidentaux appelant Téhéran à cesser l'usage de la force.

Les autorités iraniennes avancent de leur côté un bilan de 41 morts incluant des membres des forces de l'ordre. Elles ont aussi annoncé l'arrestation de plus de 1 200 manifestants. Des militants, avocats et journalistes ont aussi été interpellés selon des ONG. Les protestations, qui ont repris lundi soir, ont éclaté le 16 septembre après le décès à l'hôpital de la jeune Iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, arrêtée trois jours auparavant à Téhéran pour non respect du code vestimentaire strict pour les femmes en République islamique d'Iran. Selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, "au moins 76 personnes ont été tuées dans les manifestations" dont "six femmes et quatre enfants", dans 14 provinces du pays. L'IHR a affirmé avoir obtenu des "vidéos et des certificats de décès confirmant des tirs à balles réelles sur des manifestants". Depuis le décès de Mahsa Amini, des Iraniens manifestent tous les soirs à Téhéran et ailleurs dans le pays.

PHOTOS DU GUIDE DÉCHIRÉES

De nombreux policiers casqués et armés de bâtons prennent alors position pour tenter



d'empêcher les rassemblements. Certains manifestants lancent depuis des toits d'immeubles des slogans antigouvernementaux entrecoupés de "Femme, Vie et liberté", raconte Ali, un habitant de la capitale. Lundi soir, les protestations ont été ponctuées des mêmes slogans de "Mort au dictateur" dans la capitale et dans d'autres villes, selon des témoins. À Sanandaj, chef-lieu de la province du Kurdistan (nord-ouest), d'où est originaire Mahsa Amini, des femmes sont montées sur des toits de voitures et enlevé leur voile, selon des images publiées par IHR. Aucune force de police n'était visible sur les images. À Tabriz (nord-ouest), des policiers tirant du gaz lacrymogène contre les manifestants apparaissent sur une vidéo diffusée par l'IHR, où l'on entend aussi des coups de feu. De récentes vidéos des protestations publiées par l'AFP, ont montré la police anti-émeute frappant des manifestants à coups de matraque et des étudiants déchirant de grandes photos

du guide suprême iranien Ali Khamenei et de son prédécesseur, l'ayatollah Khomeiny, père fondateur de la République islamique. Et d'après des groupes de défense des droits humains, elle a aussi tiré des plombs et à balles réelles sur les protestataires qui ont lancé des pierres, incendié des voitures de police et mis le feu à des bâtiments publics. D'autres images ont montré des femmes mettant le feu à leur voile, ou se coupant symboliquement les cheveux, encouragées par la foule, dans plusieurs villes. L'Iran dénonce des "complots étrangers" derrière le mouvement de contestation, pointant du doigt les Etats-Unis, son ennemi juré.

"EMEUTIERS"

Son chef de la diplomatie Hosseïn Amir-Abdollahian a critiqué "l'approche interventionniste des États-Unis dans les affaires de l'Iran", leur reprochant de soutenir "les émeutiers". L'Union européenne a dénoncé l'usage "généralisé et disproportionné de la force"

contre les manifestants, Berlin appelant les autorités iraniennes à "ne pas recourir à la violence". Condamnant une "répression brutale", la France a dit examiner avec ses partenaires européens "les options disponibles en réaction à ces nouvelles atteintes massives aux droits des femmes et aux droits de l'Homme en Iran". Le président américain Joe Biden a dénoncé la répression des manifestations, se disant solidaire des "femmes courageuses d'Iran". Et le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a dit sa "grande inquiétude" face à la "réponse violente (...) des forces de sécurité" ainsi que les "restrictions (...) sur les communications téléphoniques, l'Internet et les réseaux sociaux." Mais les autorités iraniennes restent fermes. Samedi, le président conservateur Ebrahim Raïssi a appelé les forces de l'ordre à agir "fermement contre ceux qui portent atteinte à la sécurité et la paix du pays et du peuple". Après lui, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a exclu toute "indulgence" envers les instigateurs des "émeutes". Néanmoins, le grand ayatollah Hosseïn Nouri Hamédani, important religieux conservateur et ardent défenseur de l'ayatollah Khamenei, a appelé les autorités à "écouter les demandes du peuple". Les protestations sont les plus importantes depuis celles de novembre 2019, provoquées par la hausse des prix de l'essence en Iran, qui avaient été sévèrement réprimées (230 morts selon un bilan officiel, plus de 300 selon Amnesty International).

FRANCE

Les employés de TotalEnergies en grève pour les salaires

Les salariés de TotalEnergies en France ont démarré mardi une grève d'au moins trois jours, pour réclamer notamment une hausse de leurs salaires, à l'appel de la CGT, menaçant de bloquer l'approvisionnement des stations-service en carburants. "On appelle à ne sortir aucun produit des raffineries et de la pétrochimie, là où la CGT est implantée", a déclaré le délégué syndical central CGT du raffinage pétrochimie de Total Énergies en France, Benjamin Tange. Parmi les principaux sites concernés, la bio-raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), les raffineries Normandie au Havre, de Donges (Loire-Atlantique), Carling (Moselle), Feyzin (Rhône) et Oudalle (Seine-Maritime), ainsi que les dépôts de carburants de Grandpuits (Seine-et-Marne), et de Flandres (Nord). Outre une "revalorisation salariale immédiate à hauteur de 10% pour l'année 2022", la CGT réclame le "dégel des embauches" en France et "un plan massif d'investissements" dans l'Hexagone, a rappelé M. Tange, soulignant que ces revendications avaient déjà été à l'origine de mouvements le 24 juin et le 28 juillet derniers. Une partie des employés touchent des salaires "extrêmement faibles et il y a besoin de les revaloriser à hauteur de ce que le groupe dégage comme bénéfices", a souligné le responsable syndical, qui espère "une mobilisation très forte", afin de continuer à peser les jours suivants. Outre des perturbations dans l'approvisionnement des stations en carburants, il a estimé que la production des raffineries pourrait connaître une baisse des débits de 20 à 30%, en cas de forte mobilisation. Total Énergies emploie en France 35 000 salariés, en comptant ses filiales. Une entrevue au niveau de la branche pétrole est prévue le 27, raison pour laquelle le début du mouvement est prévu ce jour-là, principalement dans les sites pétroliers. Ils devraient être rejoints par les autres sites du groupe les jours suivants, avec en ligne de mire la journée d'action dans l'ensemble des secteurs économiques jeudi, à l'appel de la CGT et de Solidaires. Total Énergies a réalisé d'énormes profits au deuxième trimestre 2022, profitant à plein de la hausse des cours du pétrole et du gaz, engendré par la crise en Ukraine.

HAÏTI

L'ONU alerte sur une crise humanitaire "catastrophique"

Les Nations unies ont alerté, lundi, contre une situation humanitaire "catastrophique" en Haïti où depuis plusieurs semaines trois crises "s'enchevêtrent de manière effrayante". Prenant la parole devant le Conseil de sécurité, la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour Haïti, Helen La Lime a souligné que la crise due essentiellement aux gangs haïtiens a provoqué la fuite de 20 000 personnes, aggravant une crise économique qui étouffe le pays, en butte à la flambée des prix de la nourriture et à une pénurie de carburant. De l'autre côté, les acteurs politiques peinent à trouver un terrain d'accord et à définir un processus pour les prochaines élections, a expliqué la responsable onusienne, en présence de la directrice adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM), Valerie Guarnieri et la directrice exécutive de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Ghada Waly qui ont également fait chacune un exposé devant les membres du Conseil. Les troubles découlent d'un nouvel appel du Premier ministre haïtien lancé le 11 septembre pour un dialogue visant à établir les bases politiques, constitutionnelles et de

sécurité nécessaire à la tenue d'élections en fin 2023, selon l'ONU.

Mentionnant que le gouvernement perd chaque année 600 millions de dollars faute de pouvoir percevoir les droits de douane, le chef du gouvernement haïtien a par ailleurs annoncé la réduction des subventions régressives sur le carburant, qui coûtent 400 millions de dollars par an à l'État, afin d'étoffer les programmes sociaux avec ces revenus. Dès le 12 septembre, des barrages routiers ont provoqué une paralysie de tout le pays qui a persisté pendant cinq jours, jusqu'aux premières interventions de la police, a relevé la responsable onusienne, ajoutant que l'appel au calme et à l'appui de ses réformes lancé par le Premier ministre, le 18 septembre, a été suivi du blocage du principal terminal de carburants de la capitale Port-au-Prince par une puissante alliance de gangs, entraînant depuis plus d'une semaine des pénuries graves dans tout le pays qui affectent en premier lieu le fonctionnement des trois quarts des hôpitaux du pays. Le personnel de ces établissements ne peut plus se rendre au travail, l'approvisionnement en matériel et médicaments n'est plus assuré et le centre

ambulancier national de Port-au-Prince ne peut plus, par exemple, utiliser que trois véhicules pour desservir toute la ville, selon l'ONU.

BANGLADESH

61 personnes périssent après le naufrage d'un bateau dans une rivière

Au moins 61 personnes sont mortes et plusieurs toujours portées disparues mardi selon un nouveau bilan de la police, après le naufrage dimanche dans une rivière du nord du Bangladesh d'un bateau transportant des pèlerins hindous. "Nous avons repris les recherches ce matin et les secouristes ont trouvé quelques corps supplémentaires en aval et également sous l'eau (...) Il y a encore quelques personnes disparues", a déclaré aux médias le chef de la police de Bodi Sujay Kumar Roy. Dix corps supplémentaires ont été découverts par les secouristes dans la rivière Karotoa, en aval de la ville de Boda où le bateau a basculé et coulé. Abdur Razzaque, un inspecteur de police, a déclaré qu'au moins 30 des morts étaient des femmes et 17 des enfants. "Un comité a été formé pour enquêter sur l'accident", a-t-il dit. Certains des enfants n'étaient âgés que de quatre ans, d'après des vidéos. L'embarcation transportait environ 90 personnes, dont une cinquantaine de pèlerins hindous, soit trois fois sa capacité. Des dizaines de proches anxieux se pressaient encore sur la rive mardi pour tenter d'avoir des nouvelles des disparus. Cet accident allonge une longue liste de catastrophes comparables dans ce pays de 170 millions d'habitants, pauvre et traversé par de nombreux fleuves et rivières.

FESTIVAL NATIONAL DU MALOUF DE CONSTANTINE

Le chant traditionnel authentique ravive la scène artistique

La 10^e édition du Festival national du Malouf s'est ouverte, lundi, au théâtre régional Mohamed Taher Ferghani de Constantine. Interrompue depuis 2015, cette manifestation artistique marque cette année son retour sur le devant de la scène artistique constantinoise, sous le slogan "L'écho du malouf, authenticité et communication".

La soirée inaugurale a été animée par un orchestre composé de 16 artistes parmi les lauréats des précédentes éditions, en présence des autorités locales avec à leur tête le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda. À cette occasion, l'invité de la soirée, Salim Fergani a interprété des chansons de son répertoire artistique qui ont été fortement appréciées par un public mélomane et passionné de musique savante.



Le ministère de tutelle a décidé de relancer ce festival pour donner un nouveau souffle à la scène artistique nationale et jeter des ponts entre les artistes et les créateurs, notamment les jeunes, a indiqué le commissaire du Festival, Ammar Aziz. À la faveur de cette manifestation artistique, le ministère de la Culture et des Arts vise à mettre en avant le patrimoine musical et culturel, à travers la programmation de spectacles animés par des maîtres de la musique Malouf, a-t-il ajouté. La dixième édition du Festival du malouf qui se poursuivra jusqu'au 1^{er} octobre, se déclinera en trois principaux volets, à savoir, la compétition entre les troupes participantes, les

lectures artistiques (volet académique) et les soirées animées par des troupes et des associations de plusieurs wilayas, outre l'organisation d'une exposition sur ce patrimoine au théâtre régional "Mohamed Taher Fergani". De son côté, le directeur central du ministère de la Culture et des Arts chargé de la diffusion et de la production culturelle, représentant de la ministre, Samir Tha'alabi, qui a présidé l'ouverture officielle de ce festival, a affirmé que la tutelle est profondément attachée à la préservation du patrimoine immatériel. Il a rappelé, à ce titre, que le ministère de la Culture et des Arts avait décidé en 2022 de réhabiliter de nombreux festivals, à l'instar

du festival culturel national de la musique andalouse "le Malouf" de Constantine, absent du paysage artistique local et national depuis 2015. "Jusqu'en décembre prochain, plus d'une cinquantaine de festivals internationaux, nationaux et locaux ont été recensés et organisés dans les domaines du théâtre, des arts plastiques, de la danse folklorique, de la poésie populaire +Melhoun+, de la littérature et d'autres", a-t-il ajouté. La dixième édition du festival national du Malouf verra la participation de nombreux artistes et l'organisation de lectures artistiques, outre des interventions de professeurs et de spécialistes de ce genre musical authentique.

MOSTAGANEM

Ouverture de la 53^e édition du Festival culturel national du théâtre amateur

La 53^e édition du Festival culturel national du théâtre amateur a débuté, lundi soir dans la ville de Mostaganem, après deux ans d'absence en raison de la pandémie de Covid-19. La cérémonie d'ouverture de cette édition dédiée au dramaturge défunt Djamel Bensaber, a été marquée par la présentation d'un spectacle théâtral et musical de Mohamed Amine Chikh, avec la participation du comédien Belalia Bendhabbia et des troupes théâtrales des associations "Ould Abderrahmane Kaki", "Théâtre El-Moudja" et "Théâtre El-Ichara". Lors de cette cérémonie organisée à la maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki, un film documentaire sur le parcours de l'homme du théâtre Djamel Bensaber, réalisé par Ali Aissaoui a été présenté ainsi que des extraits des œuvres de l'homme de théâtre Ould Abderrahmane Kaki. M. Hamza Djaballah, représentant de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, a indiqué dans son allocution d'ouverture que "le festival du théâtre amateur est l'une des plus anciennes manifestations culturelles théâtrales, non seulement à Mostaganem et à Alger, mais également en Afrique et dans le monde arabe. Il est digne d'être la vitrine culturelle du rayonnement et de l'authenticité de l'esprit artistique des enfants de la ville qui ont hérité ce legs culturel de génération en génération". La première journée de cette manifestation culturelle a vu la présentation du premier spectacle théâtral dans le cadre de la compétition, de l'association Mosaïque de la wilaya de Sidi Bel Abbès, ainsi que le lancement d'ateliers de formation au profit de 140 jeunes et d'autres spectacles hors compétition dans le cadre du théâtre de rue.

ANGLETERRE

Organisation à Londres du Festival algérien des arts et de la culture "Dz Fest"

Le Festival algérien des arts et de la culture (Dz Fest), qui se tiendra du 30 septembre au 8 octobre à Londres, verra l'organisation de plusieurs expositions et activités pour faire connaître la richesse et la diversité de la culture algérienne aux Londoniens et aux visiteurs de la capitale britannique, a-t-on appris auprès des organisateurs. Les activités prévues lors de ce festival concerneront plusieurs domaines notamment le cinéma, le théâtre, la musique, la photographie, la calligraphie arabe, l'artisanat, les costumes traditionnels, la gastronomie et les arts plastiques, en sus de conférences-débats sur la littérature et l'histoire algériennes ainsi que d'autres activités dédiées aux enfants. La cérémonie d'ouverture du Dz Fest verra l'organisation d'une exposition intitulée "Elle-Djazair", une exposition collective qui met en avant la présence remarquable de la femme dans l'histoire et la culture algériennes, et ce, à travers la photographie, l'art numérique et l'art de la performance, avec la participation d'artistes algériens et britanniques. Dans le domaine du cinéma, le public sera convié à plusieurs projections de films algériens, dont le court métrage "Chabchaq maricane" d'Amel Bliidi et le long métrage "Halim Erraad" de Mohamed Benabdallah, en présence de réalisateurs et de passionnés du 7^e art algérien. Cette manifestation sera marquée également par l'organisation de concerts de musique, de spectacles de danse, de défilés en tenues traditionnelles algériennes, ainsi que des expositions d'artisanat et de gastronomie, avec la participation d'artistes et d'artisans algériens résidant en Grande-Bretagne et aussi d'Algérie, de France et des États-Unis d'Amérique (USA). Le festival "Dz Fest", organisé par Culturama (organisme culturel londonien à but non lucratif pour la promotion des cultures africaines), avec le concours de "Arts Council England", a pour objectif le rapprochement des membres de la communauté algérienne et la promotion de la culture algérienne, sous toutes les coutures.

AGENDA CULTUREL

- CENTRE CULTUREL MUSTAPHA KATEB

Jusqu'au 28 septembre : Exposition collective intitulée «Vue sur l'avenir» avec Fatiha Hamidi, Hocine Mouna, Anissa Mesdour, Hayat Khider, Marouane Bouchouchi, Lotfi Mokrani, Omar Bouchouchi et Abdeslam Cherfaoui.

- SALLE IBN ZEYDOUN

- Mercredi 28 septembre à 13h et 18h : Don't worry darling ; 15h : Avatar ; 21h : Coup de théâtre.

- SALLE COSMOS

- Mercredi à 13h : One piece red ; 15h : Don't worry darling ; 17h : Avatar ; 20h : Coup de théâtre.

- INSTITUT FRANÇAIS D'ALGER

- Jusqu'au 8 octobre : Exposition «Peau inversée» de l'artiste-peintre Aya Benacer

- Samedi 1^{er} octobre à 14h et 16h : Ouverture du mois de l'animation avec la projection du film Le Petit Nicolas : Qu'est ce qu'on attend pour être heureux d'Amandine Fredon et Benjamin Massoubre. Âge : à partir de 3 ans.

- Esplanade Riad El Feth

Mardi 4 octobre : Ouverture de la 14^e édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA).

CINÉMA

«Don't Worry Darling» domine le box office nord-américain

Le thriller "Don't Worry Darling" d'Olivia Wilde a pris un bon départ dans les salles obscures nord-américaines, arrivant en première position ce week-end avec 19,2 millions de dollars, selon des chiffres provisoires publiés dimanche. Avant même sa sortie, le film qui n'a pas séduit les critiques, a suscité moult spéculations sur des tensions, rivalités et incidents entre les principaux protagonistes. Dans "Don't Worry Darling", Florence Pugh incarne Alice, une jeune femme vivant à Victory, une petite ville modèle construite en plein désert par un mystérieux homme d'affaires, joué par Chris Pine. Comme toutes ses voisines, Alice a une vie réglée comme du papier musique, et, a priori, tout pour être heureuse aux côtés de son compagnon Jack (Harry Styles), qui

part chaque matin pour un travail dont elle ignore tout.

En échange de ce bien-être matériel, Victory a imposé une règle aux habitants qui ne doivent jamais sortir des limites de la ville. Un tabou qu'Alice ne va pas tarder à briser. Sorti la semaine passée en pole position, "The Woman King", épopée historique de guerrières d'un royaume ouest-africain, glisse ce week-end à la deuxième place, avec 11,1 millions.

Dans ce film, qui dépeint la vie réelle des combattantes du royaume du Dahomey au XIX^e siècle -- situé dans l'actuel Bénin --, l'actrice oscarisée Viola Davis incarne Nansica, une guerrière chevronnée qui forme la prochaine génération de recrues chargées de lutter contre un royaume rival africain plus important et des marchands d'esclaves

européens. Le long métrage installé sur la troisième marche du podium n'est autre qu'"Avatar", rediffusé en prévision de la sortie de sa suite "Avatar 2: la voie de l'eau", en décembre.

Le film de James Cameron, qui avait fait un tabac en 2009, a réussi à engranger quelque 10 millions, surtout dans des salles Imax. "Barbarian", un film d'horreur de 20th Century avec Georgina Campbell et Bill Skarsgard, arrive à la quatrième place, avec 4,8 millions. En cinquième position arrive l'étrange et sanglant "Pearl", de Ti West, avec 1,9 million, suivi de "Coup de théâtre" (1,9 million de dollars) et "Bullet Train" (1,8 million) à la septième position. "Krypto et les Super-Animaux", "Top Gun: Maverick" et "Les Minions 2: Il était une fois Gru" arrivent dans les trois dernières places.

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA
MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2022 - PRIX : JOSR - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 600 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Dortmund à la poursuite de Farah Sakhra

Un quinté bien conçu que nous proposons ce mercredi 28 septembre à l'hippodrome Bazer Sekhra avec ce prix Josr réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur n'ayant pas gagné deux courses depuis janvier passé. Mise à part le trio suivant doté de Dortmund, Farah Sakhra et Hillal El Baraka qui s'annonce difficile à contourner. La suite du quinté pour les secondes chances reste plus ouvertes quoique Holm Dilmi, Nadjarrer, Cheikh El Zaim et Zaim Al Madjd semblent les mieux placés.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. CHEIKH EL ZAIM. Il risque de trouver le parcours assez long. Au mieux il sera cinquième.

2. HOLM DILMI. Ce cheval est habitué à ce genre de parcours. Il peut toujours espérer à une cinquième place.

3. HILLAL EL BARAKA. Logiquement, il va se plaire sur ce parcours et avec Saïd Benyettou, il peut même décrocher une bonne place.

4. DORTMUND. Ce cheval qui n'est plus à présenter commence à s'habituer à sa nouvelle écurie, logiquement il va bien courir.

5. MALIK. Je crains qu'il n'aura pas la tâche facile en pareille

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
S. MEKIDECHE	1	CHEIKH EL ZAIM (0)	A. LACHI	58	7	PROPRIÉTAIRE
B. NAIDJA SAHRAOUI	2	HOLM DILMI	O. CHEBBAH	58	10	PROPRIÉTAIRE
A. LEHAS	3	HILLAL EL BARAKA	S. BENYETTOU	58	4	S. ATTALLAH
S. BERRAH	4	DORTMUND	CH. ATTALLAH	58	12	PROPRIÉTAIRE
M. SEMMOUNE	5	MALIK	AB. ATTALLAH	56	1	PROPRIÉTAIRE
AB. TEBIB	6	FARAH SAKHRA	D. BOUBAKRI	56	5	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	7	IZDIHAR DAYEM	A. HEBRI	56	3	PROPRIÉTAIRE
A. HANNACHI	8	NASR WATEN	AP : Y. MOUISSI	55,5	6	H. DJEBBAR
AD. LAGRAA	9	AL. DJAMRA	M. BOUCHAMA	55	2	KH. DOUKHI
N. BOUCHELAGHEM	10	NADJARRER	AH. CHAABI	54	9	PROPRIÉTAIRE
M. ZAABOUB	11	JEMAAT EL KHEIR	JJ : M. FERCHOUCHE	54	13	PROPRIÉTAIRE
R. MANSOURI	12	GHOUBA	SF. BOUHOUCHE	53	8	O. KECHROUD
T. DILMI	13	ZAIM AL MADJD	JJ : MS. AIDA	51	11	PROPRIÉTAIRE

compagnie. Tâche assez difficile.

6. FARAH SAKHRA. Cette jument n'est pas dépourvue de moyens elle possède même d'assez bonnes références à ce niveau. À reprendre.

7. IZDIHAR DAYEM. Tâche assez difficile. À revoir.

8. NASR WATEN. Pas évident. À revoir.

9. AL DJAMRA. Pas avec ce lot. À revoir.

10. NADJARRER. Sa dernière tentative n'a pas été insignifiante en

dernier lieu sur les 1800 mètres. Mais c'est juste pour une cinquième place.

11. JEMAAT EL KHEIR. Avec la montée du jour je crains qu'elle n'ira pas loin. À revoir.

12. GHOUBA. Tâche difficile.

13. ZAIM AL MADJD. Un outsider assez lointain qui peut intéresser les chasseurs de gros outsiders.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

6. FARAH SAKHRA - 4. DORTMUND - 3. HILLAL EL BARAKA - 10. NADJARRER - 2. HOLM DILMI

LES CHANCES

13. ZAIM AL MADJD - 1. CHEIKH EL ZAIM

Le Groupe Ooredoo présente les nouvelles lignes de sa stratégie

Le Groupe Ooredoo Q.P.S.C. (QSE : LORDS), avec la participation de son management exécutif, a exposé la mise à jour de sa stratégie axée sur le thème « Upgrade Your World – développe ton portefeuille d'investissement » lors de l'événement annuel de la Journée sur les marchés de capitaux, qui a été organisée ce lundi. Les débats de cet événement virtuel, qui a réuni des experts et analystes financiers, des directeurs de banques, des investisseurs particuliers et d'autres parties prenantes, ont porté sur la stratégie de Ooredoo, ses résultats financiers, son positionnement sur le marché ainsi que les avantages qu'elle accorde aux investisseurs se basant sur les piliers de sa stratégie. Il s'agit de : consacrer un portefeuille d'investissement axé sur la valeur, le renforcement et l'amélioration des principales finances de l'entreprise, la transformation vers une « Entreprise de télécommunications intelligente », le leadership en matière d'expérience client et de la ressource humaine. Les intervenants ont également donné des recommandations aux participants pour générer de la valeur aux actionnaires. Ils ont également mis en lumière les plus importantes opérations de l'entreprise au Qatar, en Indonésie et en Irak et ce, à travers un aperçu présenté respectivement par Sheikh Mohammed bin Abdullah Al Thani, Directeur exécutif adjoint du Groupe Ooredoo et Président directeur général de Ooredoo Qatar et M. Vikram Sinha, Président Directeur général de Indosat Ooredoo Hutchison ainsi que M. Amer Al Sunna, Président directeur général de Asiaccell. A cette occasion, le membre délégué et Président Directeur Général du Groupe Ooredoo, M. Aziz Aluthman Fakhrou a déclaré : « Nous sommes très ravis du grand intérêt accordé par nos actionnaires à cette journée sur le marché de capitaux et les saluons pour leur participation. Cette journée constitue une opportunité pour partager nos objectifs stratégiques et écouter les avis et remarques des investisseurs et des parties prenantes. Nous avons reçu des retours extrêmement positifs quant à nos déclarations générales durant cette journée ainsi que lors de nos appels du dernier trimestre. Ainsi, nous continuerons à partager les informations capitales avec la communauté financière leur permettant de prendre les bonnes décisions pour « développer leurs portefeuilles d'investissements » avec plus d'actions de Ooredoo. » De son côté, le Directeur Exécutif Financier du Groupe, Abdulla Al Zaman, a affirmé : « Je suis heureux d'annoncer que le Groupe prévoit la clôture de l'année 2022 avec un chiffre d'affaires qui atteindra nos prévisions annuelles les plus optimistes, soit une augmentation pouvant atteindre 2 %, tandis que le Capex devrait se situer aux alentours des minimas de la prévision initiale avec moins de 3 milliards QAR. Ooredoo avait annoncé en août 2022 l'actualisation de sa marque commerciale sous le slogan « Upgrade Your World », qui constitue un jalon de continuité de la transformation digitale investie dans les opérations de la compagnie, et qui reflète son focus sur la flexibilité et l'accompagnement des besoins futurs et se concentre sur les clients.

Algérie Télécom lance la version anglaise de son site web !

L'opérateur public des télécommunications, Algérie Télécom, a annoncé hier le lancement, le jour même, de son site web en langue anglaise. Ainsi, les internautes anglophones pourront désormais aisément accéder à l'actualité de l'entreprise, et découvrir ses offres et services sur : www.algeriatelecom.dz/en. À

travers cette action, précise-t-elle, Algérie Télécom tend à satisfaire ses publics en leur offrant la possibilité de consulter son site web en plusieurs langues : l'Arabe, le Tamazight, le Français, et désormais l'Anglais. Avec ce lancement, Algérie Télécom confirme sa volonté d'être toujours plus proche, en s'ouvrant davantage à un public plus large.



Réouverture officielle de la frontière entre le Venezuela et la Colombie



La frontière entre le Venezuela et la Colombie a été rouverte lundi, ont rapporté des médias. Le président colombien Gustavo Petro a dit espérer que cette réouverture profiterait aux habitants de chaque côté, qui pendant des années ont dû prendre le risque de passer par des points de passage non autorisés. Après la cérémonie, des camions transportant des marchandises ont commencé à franchir la frontière, notamment des matériaux en aluminium en provenance du Venezuela et une cargaison de médicaments en provenance de Colombie. Plus tôt, le président vénézuélien Nicolas Maduro avait tweeté que "des mesures fermes ont été prises pour avancer vers l'ouverture totale et absolue de la frontière entre "les peuples frères" : la Colombie et le Venezuela. Depuis que M. Petro a pris ses fonctions en Colombie cette année, Caracas et Bogota ont progressivement avancé dans la normalisation des liens rompus en 2019.

Un vaisseau de la Nasa percute délibérément un astéroïde pour le dévier

Un vaisseau de la Nasa s'est délibérément écrasé lundi sur un astéroïde dans le but de dévier sa trajectoire, lors d'une mission test inédite qui doit permettre à l'humanité d'apprendre à se protéger d'une potentielle menace future.

Le vaisseau, plus petit qu'une voiture, a foncé à une vitesse de plus de 20.000 km/h sur sa cible, atteinte à l'heure prévue (23H14 GMT). Les équipes de la Nasa, réunies au centre de contrôle de la mission dans le Maryland, aux Etats-Unis, ont explosé de joie devant les images spectaculaires de l'astéroïde se rapprochant peu à peu, juste avant la collision.

Sûreté de wilaya d'Alger: deux suspects arrêtés et 6600 comprimés psychotropes saisis

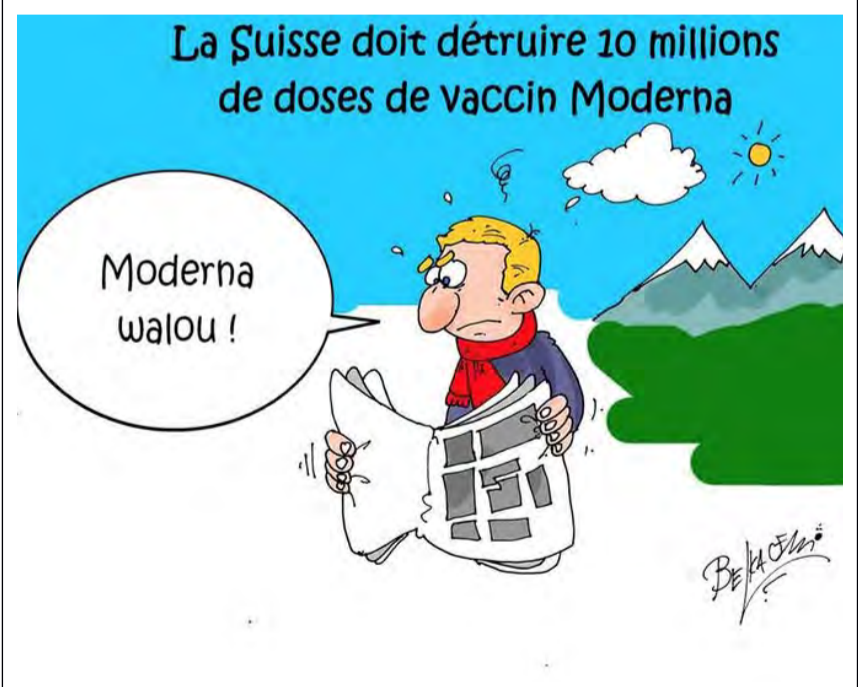
Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de deux suspects et à la saisie de 6600 comprimés psychotropes et deux armes blanches prohibées, a indiqué hier un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "La brigade de police judiciaire relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida (Alger) a traité une affaire d'association de malfaiteurs dans le cadre d'un réseau organisé s'adonnant au trafic de psychotropes, possession de produits pharmaceutiques (effets psychotropes) destinés à la vente illicite, et possession d'armes blanches prohibées de sixième catégorie sans motif légal", précise la même source. Menée sous la supervision du parquet territorialement compé-

tent, l'affaire fait suite à une rixe impliquant un groupe d'individus qui étaient à bord d'un véhicule et sur le point de conclure un deal de trafic de psychotropes, a ajouté la même source, relevant que l'intervention a donné lieu à l'arrestation de deux suspects, et à la saisie de 6600 comprimés psychotropes et deux armes blanches prohibées. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent. Dans une affaire distincte, la brigade de police judiciaire relevant de la sûreté de la circonscription de Zéralda a arrêté un trafiquant de psychotropes au niveau de l'arrêt de bus de Zéralda. Agissant sur la foi d'informations faisant état d'un individu à bord d'une motocyclette

qui détient une quantité de psychotropes au niveau d'un arrêt de bus dans le territoire de compétence, les éléments de la brigade ont procédé à l'arrestation du sus-

pect avec en sa possession 104 comprimés psychotropes et un montant de 2.600 DA. Les investigations ont révélé que le mis en cause était un repris de justice.

SOUS-RIRE



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -
Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Mercredi 28 septembre 2022

27 °C / 18 °C



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 33 km/h
Humidité : 52%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 17 km/h
Humidité : 66%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Mercredi 2 rabi el awal 1444

Dohr : 12h39
Assar : 16h02
Maghreb : 18h39
Îcha : 19h57

Jedi 3 rabi el awal 1444
Sobh : 05h15
Chourouk : 06h42

MOSCOU SUR LES EXERCICES ANTITERRORISTES ALGÉRO-RUSSES

« "Bouclier du désert-2022" ne vise aucun tiers »

Les exercices conjoints entre l'Algérie et la Russie qui ont fait couler beaucoup d'encre depuis leur annonce d'il y a quelques semaines, et lesquelles se dérouleront du 16 au 28 novembre prochains au sud de l'Algérie, ont été réfléchis, planifiés et programmés par les deux pays. C'est à quoi fait référence Moscou, qui a rebondi hier sur le sujet.



Ph : DR

Autrement, ces manœuvres militaires intitulées « Bouclier du désert-2022 » qui rentrent dans le cadre de la coopération militaire traditionnelle entre les deux pays amis et

alliés, « sont planifiés et ne sont pas dirigés contre un tiers », déclare Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Dans la foulée, la diplomatie russe a fait savoir que ces exercices engageant les forces terrestres des Armées algé-

riennes et russes, auront lieu du 16 au 28 novembre, au niveau du champ d'entraînement de Hammaguir, à Béchar. « Ces exercices de lutte contre le terrorisme sont planifiés et menés dans le cadre du programme de coopération militaire avec l'Algérie, précise la

diplomate du pays de Poutine. Et d'ajouter pour clore le sujet: « Nous tenons à souligner que, comme tous les exercices militaires auxquels la Russie participe, ne visent aucun tiers ».

Auparavant, le bureau de presse du district militaire russe avait indiqué que ces manœuvres algéro-russes porteront sur la lutte antiterroriste et auront lieu à la base de Hammaguir, au sud de l'Algérie, avec la participation des forces spécialisées des deux armées. La même source avait ajouté alors que « la première réunion de planification pour ces manœuvres s'est tenue dans la ville de Vladikavkaz et a porté sur la coordination des exercices et de la logistique, y compris le séjour », précisant que les exercices prévus « consistent en des mouvements tactiques pour la recherche et la destruction de groupes terroristes ».

Farid G.

UNION AFRICAINE DES HUISSIERS DE JUSTICE L'Algérie abrite les réunions des bureaux exécutif et de gestion

L'Algérie abritera à partir d'aujourd'hui les réunions des bureaux exécutif et de gestion de l'Union africaine des huissiers de justice et officiers judiciaires (UAHJ), a indiqué un communiqué de la Chambre nationale des huissiers de justice. "L'Algérie abritera les 28 et 29 septembre 2022 à la résidence des magistrats d'El-Biar (Alger) les réunions des bureaux exécutif et de gestion de l'UAHJ", a annoncé le président de la Chambre nationale des huissiers de justice cité par le communiqué, précisant que "ces réunions s'inscrivent dans le cadre des démarches de la Chambre nationale visant la reprise de son activité à l'échelle internationale et régionale en vue de défendre la profession et ses acquis", précise le communiqué. "Cet important événement africain se déroulera en présence des représentants de 25 États africains représentant les instances nationales des huissiers de justice, ce qui fera de la rencontre une opportunité importante pour le débat et les échanges sur la profession et la mise en avant du rôle de l'Algérie et son importance au double plan régional et africain", ajoute le document.

R. N.

PUB

الطبعة 21 للجزائر

SITEV

الصالون الدولي للسياحة والأسفار

تحت الرعاية السامية للسيد الوزير الأول

وزارة السياحة والصناعة التقليدية

تنظم بالتعاون مع المركز الدولي للتجارة الجزائر

www.sitev.dz

20 02 | 29
22 أكتوبر | سبتمبر
قصر المعارض/الصنوبر البحري

برعاية

شركاؤنا